



Déclaration intersyndicale CSAMEN du 3 décembre 2024

La colère est grande dans l'Éducation nationale. Le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, tient un discours qui relève du fonctionnaire bashing et multiplie les contrevérités. Nous le rappelons avec force : les personnels de l'Éducation nationale ne sont pas plus absents que dans le privé. Le passage de 1 à 3 jours de carence et la baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie sont des mesures punitives comme si les fonctionnaires étaient coupables d'être malades alors même que les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la dégradation de leurs conditions de travail et, en définitive, de leur santé. Cette baisse du traitement pénalisera les agents, tout particulièrement celles et ceux en situation de précarité, mais aussi davantage les femmes. Le gouvernement a décidé d'aller vite puisque ce même jour les textes afférents à certaines de ces mesures devaient être étudiés en conseil commun de la fonction publique.

Nous dénonçons également la multiplication des propos méprisants contre les personnels de l'Éducation nationale qui ne se sont pas engagés dans ces métiers pour être des punching-ball et alimenter le buzz politico-médiatique.

Absence de revalorisation salariale, mesures Kasbarian qui vont appauvrir les fonctionnaires, 4000 suppressions d'emplois...le budget 2025 confirme que la ministre et le gouvernement gardent effectivement le cap : celui du sabotage de l'École publique.

Il y a quelques jours, le Conseil d'État a annulé l'arrêté du 15 mars 2024 organisant les groupes de niveaux, pierre angulaire du Choc des savoirs que nous continuons de contester. Le ministère propose de nouveaux textes dès cette semaine en CSL puis la semaine suivante en CSE. Nous dénonçons cette provocation qui a, encore une fois, tout du mépris de démocratie sociale. Le « Choc des savoirs » est invalidé juridiquement, mais aussi par la communauté éducative, pourtant le ministère continue de passer en force.

Pour l'ensemble de ces raisons nos organisations FSU, UNSA Education, CFDT, CGT Educ'action, SNALC et SUD Education ne siégeront pas à ce CSAMEN et appellent l'ensemble des collègues à participer aux différentes mobilisations contre les mesures Kasbarian, pour nos salaires et pour l'École publique dès le jeudi 5 décembre.

A Paris, le 3 décembre 2024